Politiques éducatives. La mise en œuvre, Claude
Lessard, Anylène Carpentier

Paris, PUF, 2015, 208 p.

Xavier Pons

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/4412>

DOI : 10.4000/ries.4412

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 37-39

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Xavier Pons, « *Politiques éducatives. La mise en œuvre*, Claude Lessard, Anylène Carpentier », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 69 | septembre 2015, mis en ligne le 01 septembre 2015, consulté le 03 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/4412> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4412>

Ce document a été généré automatiquement le 3 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Politiques éducatives. La mise en œuvre, Claude Lessard, Anylène Carpentier

Paris, PUF, 2015, 208 p.

Xavier Pons

RÉFÉRENCE

Politiques éducatives. La mise en œuvre, Claude Lessard, Anylène Carpentier, Paris, PUF, 2015, 208 p.

- 1 Ce livre analyse, dans le champ des politiques éducatives, ce que certains politologues ont appelé le « tournant de la mise en œuvre », c'est-à-dire « le déplacement de l'accent trop exclusif mis sur l'élaboration et la décision politique vers une plus grande prise en compte de leur réalisation sur le terrain » (p. 4). Ce tournant serait pris à la fois par les décideurs, de plus en plus désireux de s'assurer de l'application réelle des réformes et de la mesure de leurs résultats effectifs, et par les chercheurs, plus enclins qu'auparavant à analyser les modalités d'appropriation et de mise en œuvre de ces réformes. Cette double logique amène ainsi les auteurs à lier dans leur propos une synthèse des grandes évolutions de ces politiques éducatives et une revue de la littérature scientifique qui rend compte de ces évolutions.
- 2 Le premier chapitre distingue ainsi trois périodes principales dans l'histoire des politiques éducatives mises en œuvre depuis 1945 dans les pays occidentaux¹. À une période de modernisation et de démocratisation caractérisée par la montée en puissance d'un État providence et le développement d'un système éducatif de masse (1945-1973) succède jusqu'aux années 1990 une période de critique de cette modernisation et de restauration d'un ordre conservateur (en matière de curriculum par exemple). Cette deuxième période débouche sur une situation contemporaine caractérisée par la recherche de nouveaux modes de régulation dans un contexte de mondialisation économique et par le développement de l'évaluation (des apprentissages, des établissements, etc.).

- 3 Le deuxième chapitre synthétise les principaux courants théoriques ayant permis de penser cette mise en œuvre. Il distingue notamment : 1) les approches fonctionnalistes, souvent critiquées pour leur vision séquentielle linéaire et normative des politiques publiques ; 2) les théories du (dé)couplage qui permettent de penser, en France par exemple, le découplage persistant entre des réformes régulières des structures ou des contextes éducatifs autour de la classe et des changements pédagogiques limités en classe ; 3) les théories du « *sense-making* » qui se penchent sur la façon dont les acteurs doivent, au fur et à mesure de la mise en œuvre d'une politique, construire du sens autour de cette dernière pour pouvoir simplement se mettre en capacité d'agir sur leur environnement ; 4) le néo-institutionnalisme qui insiste de différentes manières sur le rôle majeur de la structure institutionnelle préalable de l'école dans la définition des modalités de réforme possibles de l'éducation ; 5) certaines approches proposant des synthèses originales entre ces courants (et d'autres), comme la *policy implementation* aux États-Unis ou la sociologie de l'action publique en Europe ; et enfin 6) le post-structuralisme de Stephen Ball, qui analyse de manière critique les politiques éducatives actuelles comme des discours, des textes et des technologies.
- 4 Dans le troisième chapitre, les auteurs reviennent sur un ensemble de politiques institutionnelles mises en œuvre dans plusieurs pays industrialisés inspirés par la doctrine du *New Public Management* (autonomisation des établissements, décentralisation/centralisation, responsabilisation des acteurs, mise en marché des systèmes scolaires, etc.). Pour les auteurs, ces politiques ont toutes en commun de viser un couplage plus serré entre les moyens et les résultats, entre les rôles éducatifs et les tâches effectivement conduites, entre les responsabilités et les sanctions ou récompenses.
- 5 Ces politiques peuvent être comprises comme des « technologies de changement », que Samuel Vaillancourt analyse plus précisément, dans le quatrième chapitre, à partir de l'exemple du développement de standards aux États-Unis et des nouvelles politiques d'amélioration de la performance qui y sont menées.
- 6 Enfin le dernier chapitre insiste sur le rôle de la recherche, de plus en plus imbriquée dans la conduite des politiques éducatives. Les auteurs proposent ainsi une synthèse des différentes théorisations de ce rôle développées depuis les années 1990 : 1) la « théorie des deux mondes », de Martyn Hammersley, pour qui la recherche et la pratique constituent deux entités divergentes et même conflictuelles ; 2) le courant de l'« *evidence-based policy* », voulant fonder toute politique éducative sur la mesure préalable de preuves tangibles établies par la recherche ; 3) la posture de Stephen Ball, invitant les chercheurs à résister à cette tendance dominante par la production d'un discours réflexif critique ; 4) le modèle du dialogue informé, permettant une formation continue des chercheurs et des décideurs en collaboration régulière et respectueuse des rôles de chacun.
- 7 L'ouvrage a donc une ambition de synthèse très grande et le défi est plusieurs fois relevé. La pédagogie des auteurs, les liens que leur culture académique leur permet de tisser entre différents cadres théoriques produits des deux côtés de l'Atlantique et qui ne dialoguent pas assez (le chapitre 2 est particulièrement bienvenu dans le paysage académique actuel), ou encore la conclusion, qui revient sur la mise en œuvre comme interprétation permanente, en sont autant d'exemples. Néanmoins, cette vaste synthèse présente des limites. Certains passages flirtent avec le raisonnement téléologique. Certaines approches théoriques, comme la sociologie de l'action publique,

sont parfois présentées de manière sommaire. Étonnamment, ne sont pas toujours mobilisés les travaux les plus récents ou les travaux les plus directement concernés par un thème spécifique (le *New Public Management*, par exemple, est présenté comme doctrine générale mais peu à travers les auteurs qui ont étudié sa mise en œuvre effective en éducation). Malgré ces limites, en partie liées à des choix éditoriaux probablement douloureux, l'ouvrage reste à nos yeux une entrée très pertinente dans ce champ d'analyse des politiques éducatives en pleine évolution.

NOTES

1. L'ouvrage couvre essentiellement la France (parfois l'Europe) et les États-Unis (parfois aussi le Canada).
-

AUTEURS

XAVIER PONS

(UPEC, LIPHA, OSC-Sciences Po)

Xavier Pons est maître de conférences à l'université Paris-Est Créteil (UPEC), chercheur au Largotec (EA 4388) et chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC-Sciences Po). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs depuis 2006, ses travaux de sociologie de l'action publique et des politiques éducatives portent principalement sur les transformations des modes de gouvernance des systèmes éducatifs, les réformes des administrations scolaires, les transformations des États éducateurs en Europe et les modes de structuration du débat public en éducation. Lauréat 2011 du Prix Jean-Claude Eicher pour le développement de la recherche en éducation, il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur ces thèmes. ponsx@wanadoo.fr